

# Commune de Romain sur Meuse

Département de la Haute Marne

Dossier d'enquête publique

*Zonage d'assainissement*

Renaud LADAME  
Chargé d'Affaires

## Sommaire

1	Préambule .....	4
2	Introduction au zonage d'assainissement et au dossier d'enquête publique .....	5
3	Synthèse de l'étude .....	8
3.1	Données générales sur la commune.....	8
3.1.1	Généralité.....	8
3.1.2	Population .....	9
3.1.3	Habitat.....	9
3.1.4	Document d'urbanisme .....	9
3.1.5	Eau potable .....	9
3.1.6	Activités professionnelles.....	10
3.1.7	Milieu naturel.....	10
3.1.8	Zone NATURA 2000 .....	14
3.1.9	Zone humide .....	14
3.2	Description sommaire du collecteur communal.....	16
3.2.1	Collecteur pluvial.....	16
3.2.2	Station d'épuration .....	17
3.2.3	Assainissement non collectif .....	17
3.3	Etude des contraintes à l'assainissement non collectif .....	18
3.3.1	Définition des contraintes d'habitat et de milieu.....	18
3.3.2	Données pédologiques et géologiques .....	18
3.3.3	Contraintes à la mise en place de l'assainissement non collectif .....	20
4	Définition du zonage d'assainissement .....	24
4.1	Zone d'assainissement collectif.....	24
4.2	Zone d'assainissement non collectif.....	26
4.2.1	Délimitation de la zone d'assainissement non collectif .....	26
4.2.2	Travaux et investissement en zone d'assainissement non collectif .....	26

4.2.1	Filières d’assainissement règlementaire .....	28
4.2.2	Incidence financière en zone d’assainissement non collectif .....	30
4.2.3	Règles du service d’assainissement non collectif .....	32
4.3	Gestion des eaux pluviales .....	32
	Annexes .....	30
	Annexe 1 : Plan du collecteur pluvial	
	Annexe2 : Carte d’aptitude des sols à l’assainissement non collectif	
	Annexe 3 : Plan de zonage d’assainissement	
	Annexe 4 : Règlement du SPANC	
	Annexe 5 : Arrêté préfectoral portant décision au cas par cas en application de l’article R.122-18 du code de l’environnement du zonage d’assainissement de Romain sur Meuse	
	Annexe 6 : Délibération du Conseil Municipal concernant la proposition du plan de zonage d’assainissement	

# 1 Préambule

La commune de Romain sur Meuse est desservie par un réseau communal collectant eaux usées traitées ou non et eaux pluviales.

Cette étude a pour objectif la mise à jour du schéma directeur et de proposer un zonage d'assainissement soumis à enquête publique.

Cette étude fait suite à une première étude menée au niveau du syndicat en 1999-2000 (BEPG) et une seconde en 2004 (Terréo).

Une étude diagnostic a été menée en 1999 et 2004 pour faire le point sur l'état des lieux de l'assainissement sur le territoire communal. Cette étude a été complétée par une étude en 2018

***A l'issue de cette étude de zonage d'assainissement, la commune de Romain sur Meuse a arrêté son choix dans le domaine de l'assainissement collectif et non collectif.***

***Ce dossier d'enquête publique a pour but de présenter aux habitants le choix de ces périmètres, tout en répondant à l'article R2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.***

***Ce dossier comporte trois chapitres :***

- ***Introduction au zonage d'assainissement et au dossier d'enquête publique,***
- ***Une synthèse de l'étude de zonage,***
- ***La délimitation du zonage d'assainissement proposée par les élus aux habitants.***

## 2 Introduction au zonage d'assainissement et au dossier d'enquête publique

### *Objectifs du zonage d'assainissement*

Le zonage définit la façon dont les eaux usées vont être gérées sur les différentes zones du territoire communal au vu de plusieurs critères principaux : l'assainissement existant, l'aptitude des sols et le coût de chaque possibilité technique.

Le zonage d'assainissement est étroitement lié aux perspectives de développement communal et se doit d'être cohérent avec les documents d'urbanisme de la commune (si existants).

Au même titre que le document d'urbanisme, celui-ci est évolutif, ne crée pas de droits acquis aux tiers. Ce n'est pas non plus un document de programmation de travaux.

### *Cadre réglementaire du zonage d'assainissement*

La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 indique que chaque commune doit délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif (article L2224-10 du Code des Collectivités Territoriales).

Les obligations des communes en matière d'assainissement sont précisées dans le Code Général des Collectivités Territoriales (Chap. « assainissement », art. L 2224-7 à L 2224-12). Celles-ci doivent maîtriser leurs eaux usées en mettant en place un service d'assainissement chargé de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées (en zone d'assainissement collectif) et en assurant le contrôle, et **éventuellement** le traitement des matières de vidange et à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif (en zone d'assainissement non collectif) *(Cette dernière compétence n'a pas été prise par la communauté de communes)*.

### *Définition des zones d'assainissement collectif et non collectif*

La proposition des zones d'assainissement collectif et non collectif fait suite à l'étude de zonage d'assainissement dans laquelle ont été étudiées les possibilités d'assainissement de chaque habitation en fonction de l'existant et des contraintes, tout en respectant la réglementation en vigueur.

Cette étude comprend :

- une analyse des caractéristiques de la commune, permettant la définition de zones homogènes,
- une étude des contraintes à la mise en place de l'assainissement non collectif sur les secteurs non raccordés à un système de traitement collectif,
- un comparatif technico-économique des solutions d'assainissement.

Les conclusions de cette étude permettent à la commune de choisir les solutions adaptées à chaque secteur et de définir (article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par loi n°2006-1772) :

- Les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux strictement domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où la commune est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, **si elle le décide** le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. *(Cette dernière compétence n'a pas été prise par la communauté de communes).*
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ce dossier synthétise les différents éléments ayant amené le conseil municipal à se prononcer.

Le conseil municipal a approuvé par délibération le projet de zonage (présenté en annexe)

Le zonage d'assainissement sera validé et / ou modifié, après enquête publique et avis du commissaire enquêteur, par le conseil municipal.

### ***L'enquête publique***

C'est avant tout une obligation réglementaire, d'après l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Les objectifs de l'enquête publique sont :**

- **l'information du public sur le projet de zonage d'assainissement,**
- **l'information du public sur les règles propres en matière d'assainissement,**
- **le recueil de ses observations sur les règles techniques et financières appliquées en matière d'assainissement de la commune.**

*Un lexique en fin de document reprend les définitions des principaux termes techniques employés dans ce rapport.*

### ***Instruction DREAL -***

Le décret 2012-616 du 2 mai 2012 introduit la notion d'examen au cas par cas pour déterminer l'éligibilité à évaluation environnementale de certains documents de planification relevant du code de l'environnement.

Les zonages d'assainissement prévus par les 1° à 4° de l'article L2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales font partie de ces documents de planification et sont donc susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas, tel que le prévoit l'article R. 122-17-2 du code de l'environnement.

Pour tous les examens au cas par cas des zonages d'assainissement prévus par les 1° à 4° de l'article L2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales, il existe la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale.

**L'objectif de cette procédure d'examen au cas pas cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan (arrêté présenté en annexe 6).**

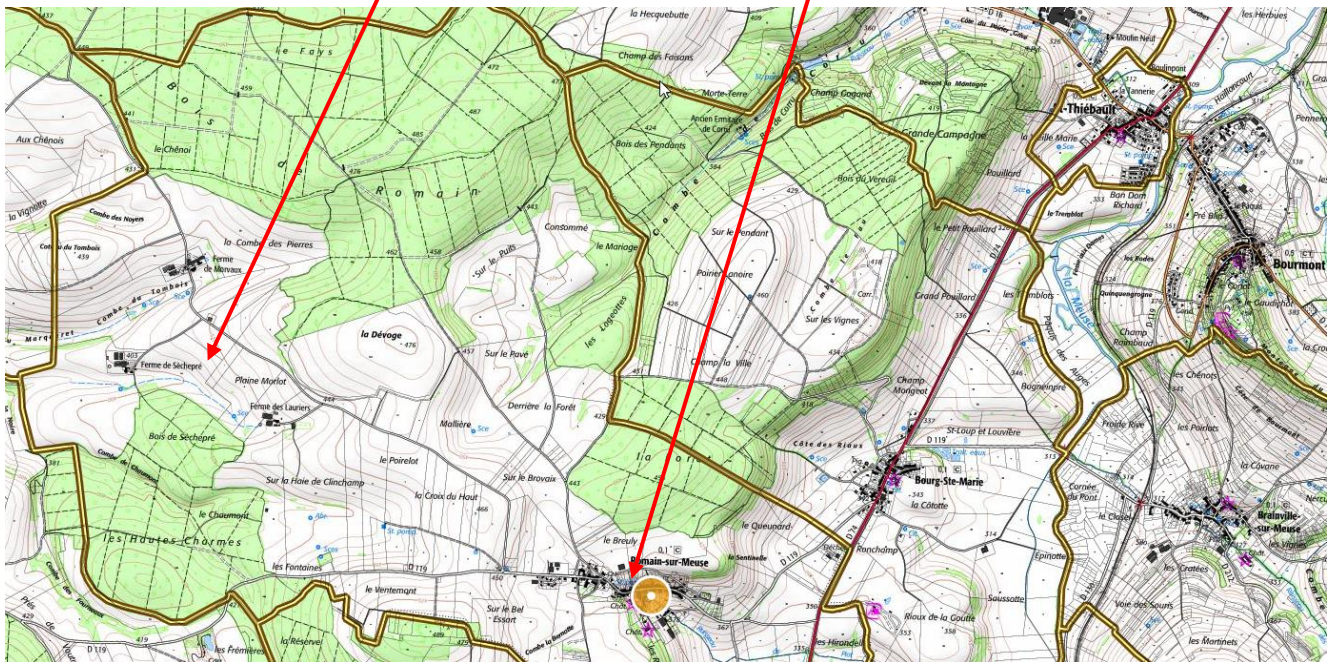
## 3 Synthèse de l'étude

### 3.1 Données générales sur la commune

#### 3.1.1 Généralité

La commune de Romain sur Meuse est localisée à environ 30 km au Nord-Est de Chaumont et 4 km au Sud Ouest de Bourmont.

Fermes des Lauriers, de Sècheprès et de Morvaux



Source Géoportail

### 3.1.2 Population

La commune comprenait 125 habitants (INSEE 2014).

	1968	1982	1999	2006	2013	2014
Population	255	201	147	131	125	125

*Données INSEE*

### 3.1.3 Habitat

	2011	2014
Ensemble	94	93
Résidences principales	58	58
Résidences secondaires ou occasionnels	29	29
Vacants	7	6

Les résidences sont essentiellement des maisons.

Habitations isolées :

- Ferme des lauriers
- Ferme de Sècheprès
- Ferme de Morvaux

### 3.1.4 Document d'urbanisme

La commune ne dispose d'aucun document d'urbanisme.

### 3.1.5 Eau potable

La commune de Romain sur Meuse disposait de sa source non protégée au sein du village. Depuis 2017, la commune est raccordée sur le syndicat AEP Nord Bassigny.

La consommation totale en AEP en 2017 était de 9 067 m<sup>3</sup>, dont 2 549 m<sup>3</sup> domestiques.

Cette consommation correspond à 55 l/j par habitant. Ce qui paraît peu. Le raccordement sur Nord Bassigny a dû se faire en cours d'année.

Les précédentes études mettaient en évidence des consommations annuelles domestiques autour de 6 000 m<sup>3</sup>, correspondant à une consommation journalière de 117 l par habitant.

Ces gros consommateurs d'eau potable sont tous exploitants agricoles.

### **3.1.6 Activités professionnelles**

Les principales activités professionnelles sont les suivantes :

- Des exploitations agricoles

### **3.1.7 Milieu naturel**

#### **3.1.7.1 Réseau hydrographique**

La commune de Romain sur Meuse est localisée en tête de bassin versant.

Le ruisseau Piot prend sa source dans la commune et se déverse dans la Meuse, 2.5 km plus loin au niveau d'Hacourt

Le ruisseau se déverse dans la Meuse quelques kilomètres en aval au niveau de Saint Thiébault.

La masse d'eau est la Meuse FRB1R 470.

La qualité de la Meuse est synthétisée dans les tableaux suivants :

L'état de la Meuse est médiocre : l'objectif de bon état biologique et chimique est reporté à 2027.

Etat chimique				Commentaires		Etat chimique	
3				Confiance		3	
Paramètres déclassants: Mercure				(36 paramètres surveillés sur 41 possibles)		Confiance Elevé	
Etat écologique				Commentaires		Etat écologique	
4				Confiance Elevé		3	
Biologie	4			Diatomées	3	Surveillance	
				Invertébrés	1	Surveillance	
				Poissons	3	Surveillance	
				Macrophytes	4	Surveillance	
Paramètres généraux	3	Bilan en oxygène	3	COD	2	Surveillance	
				DBO5	1	Surveillance	
				sat O2	3	Surveillance	
				O2	3	Surveillance	
				NH4+	2	Surveillance	
		Nutriments	3	NO2	2	Surveillance	
				NO3	2	Surveillance	
				PO4	3	Surveillance	
				Pt	3	Surveillance	
				Acidification	2	Surveillance	
		Température	1	Surveillance			
Substances	2			Chlortoluron	2	Surveillance	
				2,4-D	2	Surveillance	
				Linuron	1	Surveillance	
				2,4-MCPA	2	Surveillance	
				Arsenic	2	Surveillance	
				Zinc	2	Surveillance	
				Chrome	2	Surveillance	
				Cuivre	2	Surveillance	
				Oxadiazon	2	Surveillance	

Légende :

Etat/Potentiel écologique	
1	Très bon
≤2	Très bon à bon
2	Bon
3	Moyen
4	Médiocre
5	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu
≥3	Moyen à Mauvais

Etat chimique	
2	Bon
3	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu

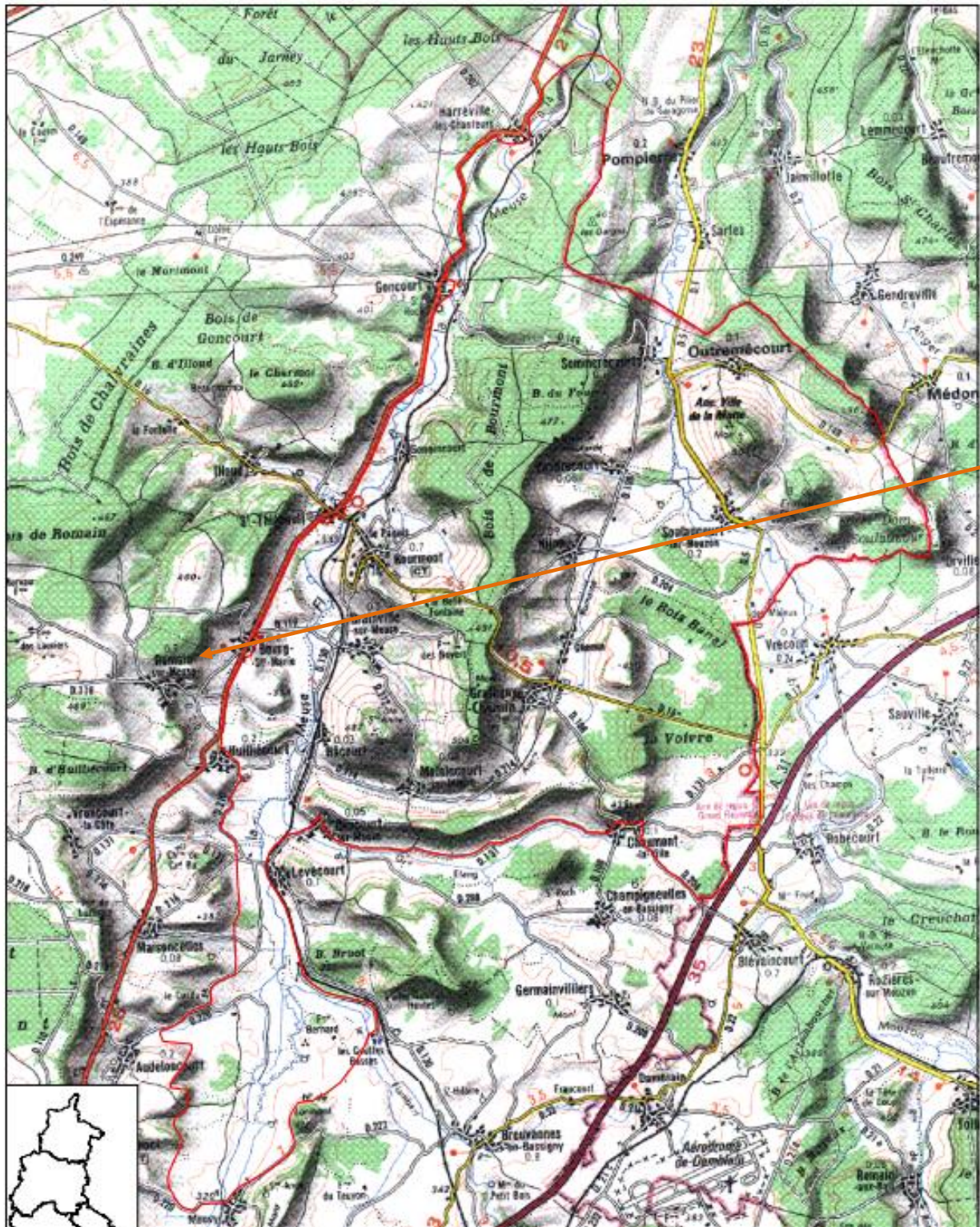
### 3.1.7.2 Zone inondable

Aucune zone inondable n'est recensée sur Géorisque.

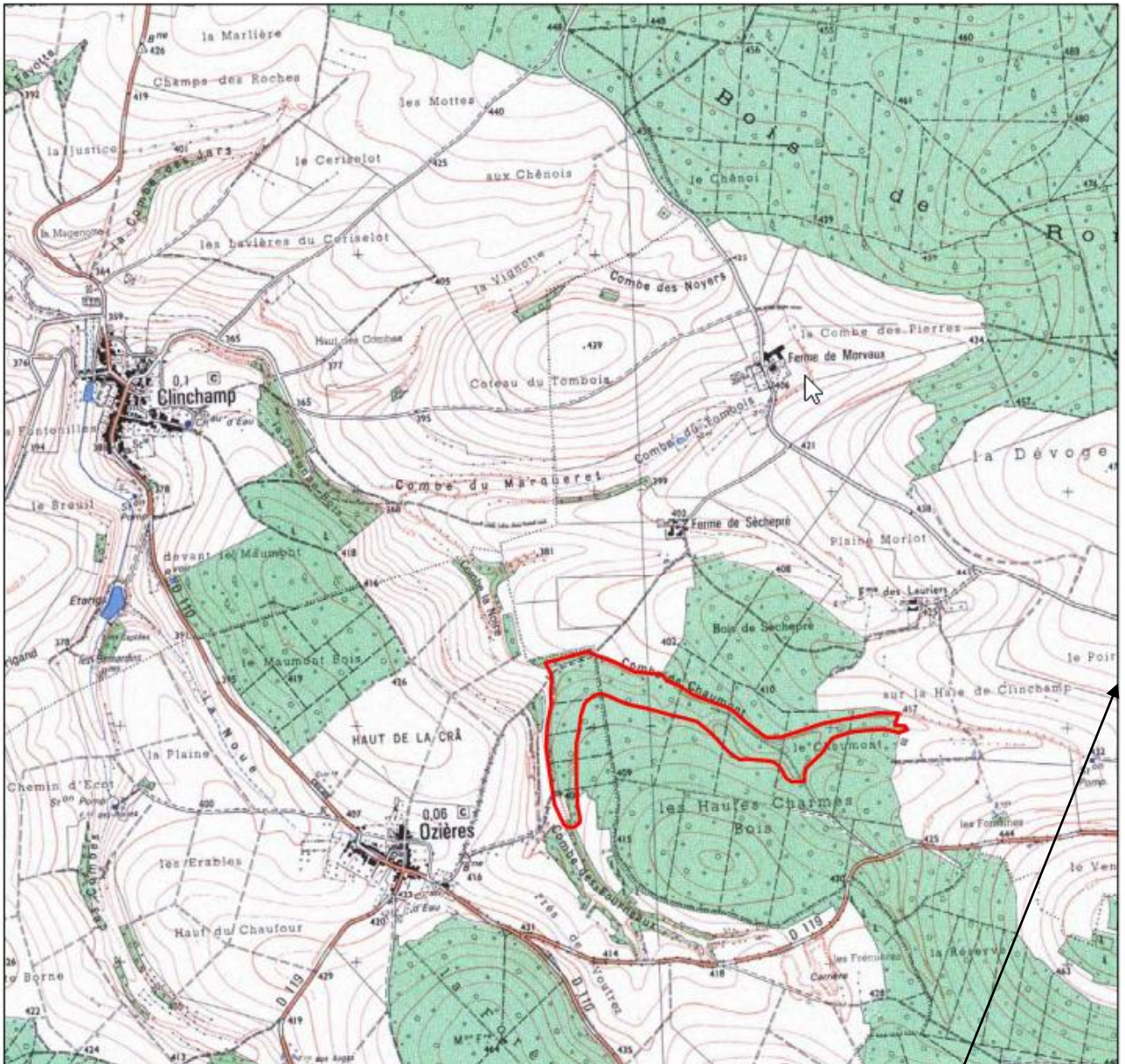
### 3.1.7.3 Zone naturelle classée

Plusieurs ZNIEFF (zone naturelle à intérêt faunistiques et floristiques) sont présentes sur le territoire communal :

- ZNIEFF de type I : Combes des Fourneaux et de Chaumont dans les bois d'Ozières
- ZNIEFF de type II : Prairies et bois du Bassigny et de la vallée de la Meuse
- ZICO CA10 Bassigny correspondant à la zone Natura 2000



COMBES DES FOURNEAUX ET DE CHAUMONT DANS LES BOIS D'OZIERES



Village

Carte source DREAL Champagne Ardennes

### 3.1.8 Zone NATURA 2000

Le territoire communal est englobé dans sa totalité dans la zone Natura 2000 : zone de protection spéciale, directive Oiseaux : Bassigny (page suivante)

### 3.1.9 Zone humide

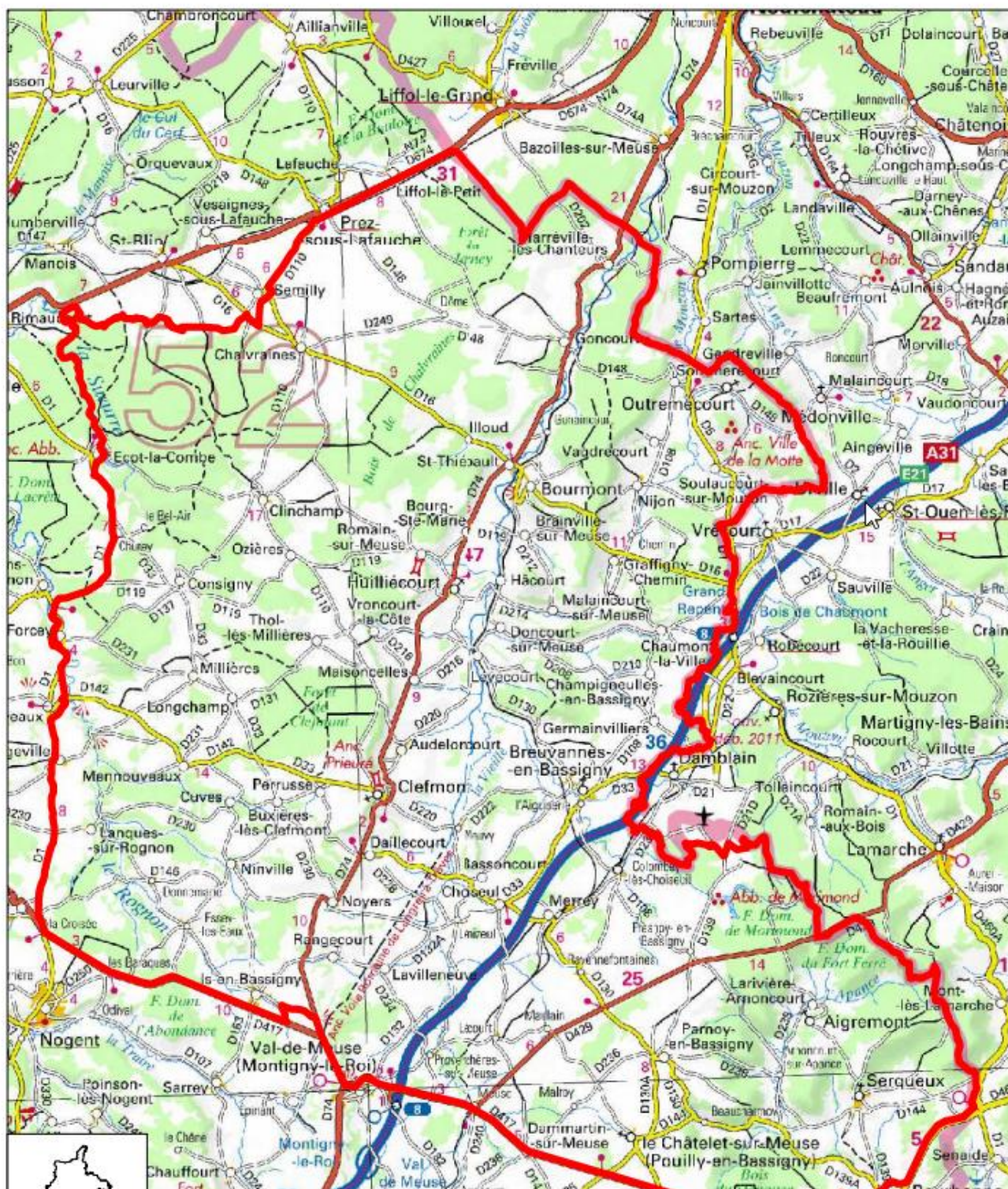


Carte DREAL

Aucune zone humide n'est recensée par la DREAL et l'agence de l'Eau.

La DREAL met en évidence sur cette carte des zones à dominantes humides à préserver.

BASSIGNY



Carte Zone Natura 2000

## 3.2 Description sommaire du collecteur communal

Une reconnaissance des réseaux a été réalisée début fin octobre 2017 par temps sec dans le cadre de l'étude diagnostic.

### 3.2.1 Collecteur pluvial

Le collecteur pluvial est composé de 3 branches nommées A, B et C pour une meilleure compréhension.

**La branche A** dessert la partie Ouest du village (rue des Ciseliers, rue de la Forêt et lotissement Belle Herbe.

Cette branche de type unitaire est constituée de canalisations Dn300 à 400 béton, puis d'un dalot sur la partie aval. Cette branche constitue la "source" du ruisseau Piot.

Les fossés de la route départementale sont raccordés en tête de réseau.

Des stagnations sont observées dans les regards en tête de réseau.

Sur la partie aval le collecteur draine des sources.

**La branche B** dessert les rues de l'Eglise et du Château.

Le réseau est constitué de canalisations béton DN300 se déversant en aval dans un dallot.

**La branche C** dessert l'entrée Est du village, rue des Ciseliers et des Vignes.

Elle est constituée de canalisation DN200 à 300 béton et se déverse dans le cours d'eau en aval des branches A et B

Le réseau pluvial présente de nombreuses entrées d'Eaux Claires Parasites, très importantes  
Une recherche nocturne d'eaux claires parasites (ECP) a été réalisée en 2005.

Le volume total d'ECP est de 455.3 m<sup>3</sup>/j.

Le taux de dilution est très élevé, plus de 2 650 %.

Ce volume d'eaux claires parasites n'est pas compatible avec la mise en place d'un réseau d'assainissement.

Dans le cas de la mise en place d'un dispositif épuratoire sur la commune, un nouveau réseau d'assainissement devrait être mis en œuvre

### **3.2.2 Station d'épuration**

Néant

### **3.2.3 Assainissement non collectif**

Une enquête déclarative a été menée auprès de la population par envoi d'un questionnaire lors de la précédente étude d'assainissement et complétée par l'étude de 2003

A l'époque 1 habitation était équipée d'une filière complète, et 42 uniquement d'un prétraitement ou de filières anciennes sur 91 habitations.

Les habitations étaient quasi exclusivement raccordées au réseau pluvial.

### **3.3 Etude des contraintes à l'assainissement non collectif**

#### **3.3.1 Définition des contraintes d'habitat et de milieu**

L'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, sur les prescriptions techniques indique notamment que les eaux usées domestiques doivent être traitées par « Les installations d'assainissement non collectif qui peuvent être composées de dispositifs de prétraitement et de traitement utilisant le pouvoir épuratoire du sol» ou un sol reconstitué,

Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par l'intermédiaire de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques.

La mise en place d'une filière d'assainissement non collectif nécessite la prise en compte d'un certain nombre de contraintes. Deux types de contraintes majeures sont à distinguer.

#### ***Les contraintes d'habitat :***

- La surface disponible sur la parcelle pour accueillir un assainissement non collectif,
- L'aménagement du terrain
- Les contraintes techniques et l'accessibilité,
- La présence d'un exutoire pour évacuer les eaux usées traitées
- La présence d'un captage pour l'alimentation en eau potable.

#### ***Les contraintes de milieu :***

- La topographie,
- Les zones inondables
- La géologie

#### **3.3.2 Données pédologiques et géologiques**

D'après la carte géologique du BRGM – Bourmont, Romain repose essentiellement sur des calcaires à polypiers et oolithiques.

Ces derniers sont visibles dans le village à de nombreux endroits. Certaines habitations sont adossées aux bancs calcaires.

Les investigations ont consisté en la réalisation de sondages à la tarière à main jusqu'à une profondeur maximum de 1.30 m, accompagnés de test Porchet permettant de connaître la perméabilité du sol.

### **Sondages 1, 4, 5 et 8 :**

Les sondages 1, 4 et 5 ont été réalisés à la sortie du village coté lotissement Bel Herbe (S1), au Sud du village (S4 et S5) et à l'entrée du village coté cimetière (S8) :

Les sondages S1, S4, S5 et S8 sont constitués depuis la surface :

- de 0 à 0.20 m : terre végétale brune avec cailloux calcaire
- de 0.20 à 0.30 m : argilo-limoneux avec cailloux calcaire
- à 0.30 m : refus tarière sur cailloux

Les perméabilités mesurées à faible profondeur sont comprises entre 150 et 160 mm/h.

### **Sondage 2 :**

Le sondage 2 a été réalisé à l'entrée du lotissement Belle Herbe :

Le sondage S2 est constitué depuis la surface :

- de 0 à 0.20 m : terre végétale brune foncée
- de 0.20 à 0,30 m : argilo-limoneux avec gravier calcaire
- à 0,30 m : refus tarière sur dalle calcaire

La perméabilité mesurée à faible profondeur est de 140 mm/h.

### **Sondages 3 et 6:**

Les sondages 3 et 6 ont été réalisés au Nord du village sur le coteau :

Les sondages S3 et S6 sont constitués depuis la surface :

- de 0 à 0.10 m : terre végétale brune sèche
- 0.10 à 0.50 m argilo-limoneux avec cailloux calcaire
- 0.50 m : refus tarière sur cailloux calcaire

Les perméabilités mesurée à faible profondeur est sont de l'ordre de 165 mm/h.

### **Sondage 7 :**

Le sol est constitué de :

- 0 à 0.10 m : terre végétale brune claire
- 0.10 à 0.40 m : limono-argileux claire avec cailloux calcaire
- 0.50 m : refus tarière sur cailloux calcaire

La perméabilité mesurée à faible profondeur est de 150 mm/h.

### **Sondages 9 et 10:**

Les sondages 9 et 10 ont été réalisés au Sud du village dont un proche du ruisseau (S9) :

Les sondages S9 et S10 sont constitués depuis la surface :

- de 0 à 0.10 m : terre végétale brune
- 0.10 à 0.60 m : argilo-limoneux avec quelques cailloux calcaire
- 0.60 m : refus tarière sur cailloux calcaire

Les perméabilités mesurée est sont de l'ordre de 4 et 8 mm/h.

Le sol ne permet ni le traitement ni l'infiltration des eaux usées.

### **3.3.3 Contraintes à la mise en place de l'assainissement non collectif**

#### **❖ Surface minimale**

*Pour implanter un dispositif d'assainissement non collectif une **surface minimale** est nécessaire.*

*Pour un appartement de 5 pièces principales, dispositif de traitement classique (lit filtrant à flux vertical drainé ou non) doit avoir une superficie de 25 m (5 m par 5 m).*

*Compte tenu des prospectus fixés par le D.T.U. 64.1 ; distance de 3 m par rapport aux limites de propriété et 5 m par rapport à la maison, (Norme française régissant l'assainissement non-collectif) la surface minimale dont doit disposer la parcelle est de 11 m par 13 m, soit 143 m<sup>2</sup>.*

*Il est admis que pour accueillir convenablement une filière d'assainissement non collectif classique, une parcelle doit avoir une surface d'environ 600 m<sup>2</sup>.*

*Pour les parcelles disposant de peu de surface, l'arrêté modificatif du 24 décembre 2003, prévoit pour les habitations de 5 pièces principales au plus la possibilité de mettre en place un filtre compact appelé « **lit à massif de zéolithe** » dont la surface est de 5 m<sup>2</sup>.*

*Depuis fin 2010, des filières compactes ont reçu l'agrément du ministère du développement durable*

*La vérification de la surface disponible est basée sur un filtre classique comme défini auparavant, dans la mesure où, si la surface est suffisante pour ce type de filtre, elle le sera pour une filière compacte.*

➡ Sur Romain sur Meuse, la structure de l'habitat et du parcellaire font que beaucoup d'habitations disposent d'une surface nécessaire pour la mise en place d'une filière classique.

Cependant cette surface est fréquemment localisée à l'arrière de la maison et pour beaucoup d'habitations topographiquement plus haut.

#### ❖ **Aménagement du terrain**

*La contrainte d'aménagement du terrain est une contrainte fréquente et forte. Elle regroupe les contraintes liées à l'organisation de la parcelle à savoir : la présence d'arbre (éloignement de plus de 3 m des ouvrages d'assainissement), le revêtement de la parcelle (bitume, dalle béton...), l'emplacement actuel des filières d'assainissement, l'encombrement de la parcelle....*

*L'encombrement du sous-sol (réseaux enterrés) est également à prendre en compte. Toutefois, cette contrainte est très difficile à apprécier.*

➡ La contrainte d'aménagement est présente pour de nombreuses habitations sur le village.

La majorité des habitations ont été édifiées entre la rue et les bancs calcaires. L'habitat étant de type village rue, la place disponible est souvent localisée sous l'usoir avec des aménagements de type pavés ou enrobés. Cependant les usoirs sont relativement restreints pour de nombreuses habitations.

Quelques habitations disposent de parcelles très végétalisées.

#### ❖ **Contraintes techniques et accessibilité**

*La mise en place d'un système d'assainissement non collectif requiert l'utilisation de matériels et engins encombrants. Elle doit donc faire face à la structure de l'habitat.*

*Une place disponible entre l'habitation et la rue ne sera pas concernée par cette contrainte.*

*Pour un terrain côté jardin, il faudra vérifier si l'amenée du matériel est possible (hauteur et largeur des accès, clôtures, lignes électriques aériennes...).*

*Cette contrainte touche particulièrement les maisons mitoyennes des « villages rue ».*

➡ Une de fois de plus, la configuration du village rend difficile l'accès aux parcelles. L'accès doit se faire par les chemins d'exploitation, avec passage sur parcelles agricoles parfois.

#### ❖ **Exutoire des eaux usées traitées**

*L'existence d'un exutoire hydraulique superficiel ne préjuge en aucun cas de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif et du choix du dispositif d'assainissement non collectif.*

*Toutefois, en cas d'inaptitude des sols à la dispersion de l'effluent, une filière drainée sera obligatoire et un rejet vers le milieu hydraulique superficiel indissociable (plan d'eau, rivière ou ruisseau, fossés et réseau unitaire).*

*La distance entre la filière et l'exutoire superficiel est également à prendre en compte.*

L'ensemble des habitations est desservie par le collecteur communal ou se trouve en bordure du ruisseau ou d'un fossé. Il n'existe pas de contrainte d'exutoire des eaux usées traitées.

#### ❖ **Captage pour l'alimentation en eau potable**

*L'article 18 de l'arrêté du 7 septembre 2009 interdit tout système d'assainissement non collectif à moins de 35 m d'un puits ou d'un captage servant à l'alimentation humaine en eau potable.*

➡ Jusqu'à il y a peu, la commune était alimentée en eau potable par une source localisée dans le village. Cette source était non protégeable. La commune est alimentée en eau par le syndicat Nord Bassigny. La contrainte de captage n'existe plus.

#### ❖ **Topographie, relief**

*La pente de la parcelle joue un rôle important dans la mise en place d'un assainissement non collectif :*

- *Une pente supérieure à 15% engendre des difficultés supplémentaires de mise en œuvre*

*avec obligation de créer des pentes artificielles.*

- *Une contre pente nécessite la mise en place d'un système de relevage.*

➡ De nombreuses habitations seraient sujettes à cette contrainte, notamment rue des Ciseliers et du Château pour la mise en œuvre de filière de type fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable.

#### ❖ **Zones inondables**

*En présence de zones inondables, la mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement non collectif est à proscrire.*

➡ Néant.

#### ❖ **Géologie**

*La géologie est l'élément de base préalable à l'évolution pédologique d'un sol et donc à son aptitude à l'assainissement non collectif.*

➡ Terrains sont essentiellement calcaire et donc perméable à faible profondeur, dans le calcaire fracturé. Les terrains le long du ruisseau sont quand à eux très peu perméables.

## 4 Définition du zonage d'assainissement

### 4.1 Zone d'assainissement collectif

Le plan de zonage est présenté en annexe 3.

#### **Aucune habitation n'est zonée en assainissement collectif.**

A noter que *“La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif (...) n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :*

- *ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;*
- *ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;*
- *ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L.332-6-1 du code de l'urbanisme.”*

(Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif).

#### **Justificatif du choix**

Le réseau pluvial existant draine une quantité importante d'eaux claires parasites, provenant des fossés en tête de réseau, des fontaines et de trop plein de puits.

De tels volumes d'eau ne sont pas compatibles avec la mise en place d'un dispositif épuratoire.

Dans le cadre d'une solution d'assainissement collectif, un nouveau réseau d'assainissement doit être mis en place. La solution la moins onéreuse est la pose d'un réseau séparatif, permettant de limiter la taille des collecteurs et du dispositif épuratoire.

Le nouveau réseau serait localisé topographiquement plus profond que le collecteur actuel, permettant ainsi le raccordement gravitaire des habitations.

Les eaux pluviales de voirie et des habitations resteraient raccordées sur le collecteur existant.

Le dispositif épuratoire pourrait être localisé en aval de la commune, le long de la route départementale. Les eaux usées traitées pourraient être rejetées au ruisseau.

La commune compte 125 habitants et 29 résidences secondaires et 5 logements inoccupés.

Quelques habitations pourraient être construites.

Le dimensionnement d'un dispositif épuratoire est délicat.

Les travaux sur Romain sur Meuse consisteraient à poser un nouveau réseau séparatif dans l'ensemble des rues :

- Mise en place d'une canalisation DN200 sur 1700 ml
- Mise en place d'un poste de refoulement et 245 ml de refoulement rue du Moulin
- Mise en place de boîte de branchement 87 unités
- Séparation EU-EP sur chaque maison (*à la charge de propriétaires*)
- Déconnexion ANC : (*à la charge de propriétaires*)
- Mise en place d'un dispositif épuratoire de type filtres plantés de roseaux pour 160-190 EH :

*L'estimation du coût du traitement ne tient pas compte l'achat du terrain.*

**Le coût de la solution assainissement collectif est estimé à 954 775 €HT :**

- **786 275 €HT sous domaine public à la charge de la commune**
- **168 500 €HT sous domaine privé à la charge des particuliers.**

Aucune habitation n'est zonée en zone d'assainissement collectif.

Le choix résulte :

- du nombre d'habitations rapportés au nombre d'habitants
- la diminution constante du nombre d'habitants
- du coût des travaux

## 4.2 Zone d'assainissement non collectif

### 4.2.1 Délimitation de la zone d'assainissement non collectif

L'ensemble du village est zoné en assainissement non collectif.

### 4.2.2 Travaux et investissement en zone d'assainissement non collectif

La solution à envisager pour les habitations est la mise en œuvre de filière drainée avec rejet au collecteur ou au ruisseau en cas d'absence de collecteur ou de la présence à proximité.

Sur les 88 habitations existantes (résidences principales, secondaires et inhabitées), 4 semblent être équipées d'une filière récente et complète.

Aucun diagnostic des assainissements non collectifs n'ayant pour l'instant été réalisé par le SPANC, nous considérons pour le comparatif technico économique, la mise en place d'un assainissement non collectif par habitation (à l'exception de 2 habitations récentes).

La réalisation des travaux sera à réaliser après le passage du SPANC et en fonction des risques ou en cas de vente.

56 habitations présentent des contraintes fortes notamment rue Principale (terrain restreint voire absent, zone de circulation...), contraintes souvent cumulées : pas de place disponible, zone roulante, aménagement, ... Pour ces habitations, seules les filières compactes sont envisageables, parfois en partie sous domaine public, parfois en regroupant plusieurs habitations, le coût de la mise en place d'un assainissement est estimé à 14 000 €HT suivant les situations.

28 habitations présentent des contraintes particulières liées à la place disponible et au passage de véhicules sur la zone pouvant accueillir l'assainissement non collectif et/ou terrain accessible à l'arrière de la parcelle nécessitant l'emploi éventuel d'un poste de relevage.

Dans le premier cas des filières compactes seront à priori plus adaptées, avec mise en place de dalle de répartition si l'emplacement est roulant. Le coût de la mise en place d'un assainissement est estimé à 10 000 €HT.

Pour les 10 autres habitations les contraintes résident essentiellement dans l'aménagement de la parcelle (notamment la végétation), dans tous les cas les contraintes sont beaucoup moins importantes que dans les autres cas. Une filière classique semble pouvoir être mise en œuvre.

Le coût total des travaux de réhabilitation des filières d'assainissement non collectif (pour la solution d'une filière par habitation) est estimé à :

- 56 x 14 000 (habitats présentant des contraintes fortes)
- 28 x 10 000 (habitats présentant des contraintes moyennes)
- 10 x 8 000 (habitats sans trop de contraintes)
- Soit une estimation du coût des réhabilitations des assainissements non collectifs de  
**1 144 000 €HT**

*Attention, les travaux et estimation (un ordre de grandeur) sont donnés à titre indicatif, nous n'avons aucune connaissance de la capacité de l'ensemble des habitations, des lieux de rejets, des terrains disponibles pour la mise en œuvre d'un assainissement non collectif, de l'emplacement des réseaux secs et humides.*

Les constructions actuelles et futures situées en zone d'assainissement non collectif doivent être équipées d'un système d'assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur au moment de leur construction, régulièrement entretenu et en bon état de fonctionnement et n'engendrant ni risque sanitaire ni environnemental avéré.

Article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique « Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement ».

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.

Article 2 de l'arrêté du 7 septembre 2009 : «Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique....

Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ....

l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie à l'article 1er est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance. ... ».

Article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié : «Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet de manière à assurer :

- leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- le bon écoulement des eaux usées et leur bonne répartition, le cas échéant sur le massif filtrant du dispositif de traitement;
- l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.

En application L. 2224-8 du code général des collectivités, une vérification ou un diagnostic des installations doit être réalisé par la collectivité avec une périodicité n'excédant pas 10 ans.

La commune de Romain sur Meuse a délégué les compétences SPANC à la communauté de communes.

**En cas d'installations présentant des dangers pour la santé des personnes et/ou un risque avéré de pollution de l'environnement**, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation (article 4 de l'arrêté du 27/04/2012 – relatif aux modalités d'exécution du contrôle) ou 1 an pour l'acquéreur dans le cadre d'une vente immobilière.

#### **4.2.1 Filières d'assainissement réglementaire**

L'assainissement non collectif est soumis aux textes réglementaires suivants :

- l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,
- l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif

La mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif doit répondre au DTU 64.1. (norme NF – août 2013).

L'article 3 de l'arrêté du 7 septembre 2009 impose que les systèmes mis en œuvre permettent le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères. Cependant, l'article 4 précise que « le traitement séparé des eaux vannes et eaux ménagères peut être mis en œuvre dans le cas de réhabilitation d'installations existantes conçues selon cette filière ».

Le dispositif d'assainissement réglementaire est constitué :

- soit d'un système de prétraitement et d'un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol
- soit d'installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé.

Les eaux usées traitées sont évacuées préférentiellement dans le sol sous jacent ou juxtaposé. Elles peuvent être réutilisées pour l'irrigation (sans stagnation ni ruissellement) ou évacuées dans le milieu hydraulique superficiel (avec autorisation du gestionnaire).

Réglementairement, l'épandage souterrain doit être privilégié sur les autres techniques (si les contraintes physiques du sol le permettent).

**La nature du sol permet de façon générale l'infiltration. Cependant vu la proximité des ouvrages avec les habitations, les effluents traités seront évacués vers le collecteur pluvial, un fossé ou le ruisseau après accord du gestionnaire.**

#### 4.2.2 Incidence financière en zone d'assainissement non collectif

En matière d'assainissement non collectif, « *III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :*

*1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, le SPANC établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;*

*2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, le SPANC établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.*

*Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.*

La communauté de communes détermine la date à laquelle elle procède au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elle effectue ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans. (article L.2224-8 III du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le particulier se doit de respecter le règlement du SPANC

Toute habitation venant à être construite en zone d'assainissement non collectif devra être équipée d'un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur (art. L.1331-1 du Code de la Santé Publique).

**En cas d'installations présentant des dangers pour la santé des personnes et/ou un risque avéré de pollution de l'environnement**, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation (article 4 de l'arrêté du 27/04/2012 – relatif aux modalités d'exécution du contrôle) ou 1 an pour l'acquéreur dans le cadre d'une vente immobilière.

**Dans le cas de non-conformité (installations incomplètes, ou significativement sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs) sans danger pour la santé des personnes ou risque avéré de pollution de l'environnement, les travaux de mise en conformité sont à réaliser en cas de vente uniquement par l'acquéreur (délai 1 an).**

Lors d'une vente, en cas d'installation non conforme, l'acquéreur aura 1 an pour réhabiliter la filière d'assainissement.

Les coûts de mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme et les frais d'entretien seront financés par le particulier.

### **4.2.3 Règles du service d'assainissement non collectif**

La commune a délégué ses compétences en matière d'assainissement non collectif au SPANC de la communauté de communes

Le SPANC a un rôle de conseils auprès des usagers.

Le règlement d'assainissement non collectif qui s'applique sera celui de la nouvelle communauté de communes (annexe 4).

Quelque soit le règlement :

- Le SPANC est tenu d'assurer le service d'instruction de la conception et du contrôle du bon fonctionnement des systèmes d'assainissement non collectif.
- La commune conserve dans tous les cas son pouvoir de Police : le maire est chargé du respect de la salubrité publique dans sa commune.

## **4.3 Gestion des eaux pluviales**

La commune n'a pas fait l'objet d'un zonage pluvial. M le Maire a indiqué que la commune n'a pas subi de dommages récurrents dus aux inondations du ruisseau durant la dernière décennie.

# Lexique et abréviations

## ***Assainissement collectif :***

Il est constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux strictement domestiques vers un ouvrage d'épuration. Il a pour objectif de collecter et d'épurer les eaux strictement domestiques avant de les rejeter dans le milieu naturel..

## ***Assainissement non collectif :***

L'assainissement non collectif, dénommé également assainissement autonome ou assainissement individuel, des bâtiments d'habitation est un dispositif mis en œuvre pour le traitement et l'évacuation des eaux usées non raccordées au réseau d'assainissement collectif. Il répond à l'arrêté du 67 septembre 2009.

## ***Dalot :***

Canalisation ancienne rectangulaire réalisée en pierres sèches.

## ***Déversoir d'orage :***

Ouvrage permettant par temps de pluie de limiter le débit transitant dans le réseau aval.

## ***Dispositif épuratoire :***

Ouvrage permettant le traitement des eaux usées domestiques et industrielles.

## ***Eaux claires parasites (ECP) :***

Eaux s'infiltrant dans le réseau d'assainissement, ou bien rejetées dans celui-ci. Il s'agit d'apports distincts des eaux pluviales.

(ECP possibles : source, drainage, trop plein de puits, ancienne fontaine ...raccordés sur le réseau).

## ***Eaux pluviales (EP):***

Eaux de pluie ruisselant sur toutes surfaces imperméables et pouvant se rejeter dans le réseau d'assainissement.

## ***Eaux usées domestiques :***

Eaux ménagères (eaux provenant des salles de bains, cuisines, buanderies, lavabos) et eaux de vannes (eaux provenant des WC), y compris le cas échéant, les produits de nettoyage ménager ou d'entretien des sanitaires mélangés à ces eaux.

## ***Equivalent habitant : (E.H.)***

Notion utilisée pour exprimer la charge polluante d'un effluent par comparaison avec celle d'un habitant.

### **Réseau d'assainissement unitaire :**

Un réseau d'assainissement unitaire recueille les eaux usées domestiques, et les eaux pluviales et assimilées comme telles (eaux d'arrosage, de lavage de voies publiques et privées, de jardins...) et les achemine vers un système de traitement.

### **Réseau d'assainissement séparatif :**

Un réseau d'assainissement séparatif est formé de deux réseaux en parallèle :

- un réseau d'eaux usées domestiques qui recueille et achemine les eaux usées domestiques vers un système de traitement ;
- un réseau d'eaux pluviales qui recueille et achemine vers un exutoire superficiel ou un bassin de pollution les eaux pluviales et assimilées comme telles (eaux d'arrosage, de lavage de voies publique et privées, de jardins...).

### **Taux de dilution :**

Rapport entre le débit journalier des eaux claires parasites et le débit des eaux strictement domestiques.

### **ZNIEFF**

C'est une portion du territoire dans laquelle les experts scientifiques ont identifié des éléments remarquables du patrimoine naturel. Une méthodologie d'inventaire, établie au niveau national, garantit la comparaison possible des résultats sur l'ensemble du territoire français.

Une ZNIEFF est une zone d'intérêt écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels, une zone d'intérêt faunistique et floristique, constituant le milieu de vie et l'habitat naturel d'espèces animales et végétales rares et caractéristiques du patrimoine naturel régional.

*Une ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. Elle abrite au moins une espèce ou un habitat déterminant. D'une superficie généralement limitée, souvent incluse dans une ZNIEFF de type II plus vaste, elle représente en quelque sorte un « point chaud » de la biodiversité régionale*

*Une ZNIEFF de type II est un grand ensemble naturel riche ou peu modifié, ou qui offre des potentialités biologiques importantes. Elle peut inclure une ou plusieurs ZNIEFF de type I. Sa délimitation s'appuie en priorité sur son rôle fonctionnel. Il peut s'agir de grandes unités écologiques (massifs, bassins versants, ensemble de zones humides, etc.) ou de territoires d'espèces à grand rayon d'action.*

# ANNEXES

# ANNEXE 1

## Plan du collecteur pluvial

# ANNEXE 2

## Carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

# ANNEXE 3

## Plan de zonage d'assainissement

# ANNEXE 4

## Règlement du SPANC

# ANNEXE 5

Arrêté préfectoral portant décision au cas par cas en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement du zonage d'assainissement de Romain sur Meuse

# ANNEXE 6

## Délibération du Conseil Municipal concernant la proposition du plan de zonage d'assainissement